

Pour un commerce international équitable

Les négociations ont démarré dans le plus grand secret. La coordination pour la transparence du GATT a adressé début mars au Président de la République, une lettre ouverte l'appelant à dénoncer la signature des accords de l'Uruguay Round (Cf Terminal n°52). Nous en publions l'essentiel.

Si les accords sont signés, un pays adhérent, ne pourra plus :

Limiter ses importations agricoles, donc protéger sa paysannerie et son agriculture.

Refuser l'implantation de firmes multinationales, auxquelles il devra consen-

tir des conditions aussi favorables qu'aux entreprises nationales.

Edicter des normes pour les résidus de pesticides dans les denrées alimentaires plus strictes que celle du Codex Alimentarius (dominé par les industries agro-alimentaires), et donc protéger la santé de ses citoyens.

Refuser l'extension de la propriété intellectuelle aux espèces vivantes végétales et animales génétiquement manipulées : ces nouveaux règlements, alignés sur la législation américaine, impliqueront le paiement de royalties aux grandes firmes détentrices des brevets.

Rien ne pourra plus s'opposer à la liberté intégrale du marché, ni la protection des écosystèmes, ni celle des économies à échelle humaine. Toute infraction à ces accords sera considérée comme "anti-GATT" et les pays "délinquants" seront passibles de représailles économiques : une menace aussi redoutable que celle des armes.

Alors que la communauté internationale (politiques et ONG) prépare les

conférences de décembre 91 à Paris, et de juin 92 à Rio, la signature de l'Uruguay Round légitimera des stratégies commerciales qui entraîneront une détérioration accrue et généralisée de la biosphère.

Mais la légitimité de ces négociations elles-mêmes ne repose sur rien. Leur seule référence est le marché mondial, lui-même contrôlé par les firmes transnationales. La signature de l'Uruguay Round des accords du GATT sera non seulement une violation de tous les principes démocratiques, elle signera en fait la fin de la souveraineté nationale.

Associations signataires à ce jour : WWF - France, Terre des Hommes, Journalistes pour la Nature et l'Ecologie, Ecoropa, France-Nature- Environnement, Confédération paysanne, la CIMADE, Bulle bleue, Agir ici, CIII Terminal.

Secrétariat : Ecoropa-France, 24, rue de l'Ermitage, 75020 Paris Téléphone : (1) 46 36 45 25



Biopouvoirs et citoyenneté

La Ligue de l'Enseignement, le Groupe du "Magasin des enfants", les Cercles Condorcet et l'Arche de Fraternité ont pris l'initiative d'organiser les 19 et 20 juin prochains un Forum "Biopouvoirs et citoyenneté". A l'origine de ce projet : Michel Morineau, (secrétaire général de la Ligue de l'Enseignement, Gérard Trainor, Marie-Odile Terrenoire, Jacques Testart, Laurence Gavarini, Valérie Marange ont rédigé un texte d'appel auquel le CIII et Terminal s'associent. En voici les principaux extraits.

Un grand nombre de professionnels de la santé, de chercheurs et d'intellectuels, d'éducateurs, d'acteurs de la société civile, expriment aujourd'hui le besoin d'une délibération éthique face au développement à grande vitesse des recherches technoscientifiques et, face à de nouveaux savoirs/pouvoirs dans le domaine de la médecine et de la biologie. On ne compte plus les débats et les prises de position...

Cette véritable mobilisation éthique n'a en effet pas trouvé de relais institutionnel, ni permis une participation de l'opinion aux décisions, et le débat public est aujourd'hui bloqué dans sa forme et dans son fond...

La "bioéthique" est trop liée au biopouvoirs. Cependant, un certain embarras règne dans les rangs des praticiens, des intellectuels et des chercheurs, des acteurs sociaux, qui ne se reconnaissent ni dans une éthique religieuse, ni dans un credo scientifique ou utilitariste. Fonder une morale normative, même laïque, n'apparaît pas souhaitable. Et pourtant, il y a urgence pour, selon les mots de Claude Julien, "empêcher ce dépérissement de la démocratie" et pour "jeter les bases d'un humanisme laïc" face à des mutations qui ne sont pas inexorables...

Il faudrait que le débat éthique en travail dans la société civile puisse être entendu et que les choix technologiques soient pris de manière démocratique. Il est urgent d'approfondir ce que pourrait être une citoyenneté donnant une prise sur la complexité de pouvoirs technocratiques diffus... La promotion d'une ci-

toyenneté éthique exige un travail communautaire en profondeur sur les procédures et les valeurs qui pourraient la fonder.

Des États généraux "biopouvoirs et citoyenneté" pourraient réunir et faire dialoguer dans la même salle, pendant deux jours, ces acteurs et ces intellectuels de terrain qui tentent de travailler cette crise de l'humanisme, dans de très nombreux domaines et plus particulièrement dans celui de la santé : le travail social, le Sida, la procréation médicalement assistée ou les neurosciences, la crise de l'hôpital devenu lieu d'expérimentation biomédicale, mais aussi lieu de vie et de mort, sont quelques-uns de leurs terrains d'action et de réflexion...

Un certain nombre d'autres partenaires s'associeront à ce projet : des journaux (Monde Diplomatique, L'autre Journal), Fance-Culture, des syndicats de soignants et d'enseignements, des éditeurs, le centre de doc-éthique de l'Inserm, des intellectuels etc

Pour contact : Ligue de l'Enseignement - Michel Morineau - 43 58 97 41